



N°007

BÉTAIL d'Afrique

POUR MIEUX INFORMER SUR LA FILIÈRE

DÉCEMBRE 2020

PRIX ZONE FCFA: 300 F

Mensuel Ouest-Africain

Éditorial

Une mine à exploiter

L'or, dit-on, se trouve dans la boue. On pourrait dire à propos de la filière bétail-viande et en paraphrasant cet adage que la prospérité réside dans la bouse et dans les caillots de sang. Evidemment, au prix de la volonté et des efforts nécessaires à l'accomplissement de tout projet. Pour nombre d'observateurs, la filière bétail-viande, qui englobe tous les métiers qui tiennent autant de l'élevage, de la transformation, de la mise en marché, de l'industrialisation et de la commercialisation, reste, pour les pays africains,...

Suite P.2

FILIÈRE BÉTAIL ET VIANDE EN AFRIQUE

UNE ACTIVITÉ AUX MULTIPLÉS EMPLOIS



**Tout sur
les métiers
du secteur**

INTERVIEW DU MOIS

Adja Sene (agroeconomiste):

**«VOICI LA PLACE DE LA
FEMME DANS L'ÉLEVAGE»**



Suite de l'Éditorial

Par Serge YAVO

...une réponse efficace à la problématique d'insertion socio-économique des jeunes qui représentent, dans la plupart de nos Etats, plus de la moitié de la population. L'unanimité est établie autour d'un constat : la filière bétail-viande est une véritable source de projets, d'emplois vers laquelle les gouvernants pourraient se tourner pour résorber le chômage galopant dans nos pays en développement. Reste maintenant à mettre en place les mécanismes idoines pour permettre à ce secteur de recevoir dans des emplois décents, des jeunes diplômés et ceux qui sont sortis du système éducatif. Un challenge qui passe inexorablement par le triptyque formation-professionnalisation-investissements.

Pour ce faire, les gouvernements ainsi que les fédérations nationales de la filière bétail-viande doivent s'acquitter d'un devoir préalable. Celui de susciter l'intérêt, chez les jeunes, pour les métiers de ce secteur d'activité qu'ils méconnaissent ou dont ils ont une vague connaissance. A ce sujet, on pourrait aller à l'école française où les associations du milieu et des établissements scolaires organisent, pour le compte des élèves, des immersions dans des unités agropastorales ainsi que de transformation et de commercialisation de produits dérivés de la viande. Ceci a le mérite d'informer les jeunes qui pourront alors s'orienter sans avoir le sentiment de se trouver en territoire inconnu. La formation, pour la filière bétail-viande comme pour tout autre domaine de la connaissance, demeure une donnée basique essentielle. Une solide formation augure de l'émergence d'acteurs qualifiés, conscients et responsables. Capables de dynamiser le secteur, ils seront aussi à même d'en assurer la pérennité. Toute chose qui passe par la professionnalisation qui est un axe tout aussi important qui doit intervenir lorsqu'est réglée la question de la formation.

Sur le vaste chantier de la professionnalisation, sont attendues toutes les réformes visant à garantir l'épanouissement professionnel et social des acteurs. A ce niveau, les actions proposées par le Fonds des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), consignées dans l'étude intitulée « **Revue des filières bétail-viande et lait et des politiques qui les influencent en Côte d'Ivoire** », sont à examiner et à adapter à leurs contextes respectifs par les gouvernements de nos Etats. « *Identifier et recenser les différents acteurs ; renforcer les interprofessions en les responsabilisant à prendre en charge les problèmes de leurs filières ; concevoir et promouvoir une politique de formation professionnelle et d'information des acteurs du secteur ; développer une offre de service logistique adaptée aux produits animaux, notamment les opérateurs de logistiques par la route, le train ou l'avion ; promouvoir une politique incitative pour les partenariats d'entreprises avec des entreprises étrangères capables de transférer le savoir-faire surtout au niveau de la transformation et de l'exportation de la viande (...)* », proposent les chercheurs de la FAO et de la CEDEAO.

Lorsqu'on a sensibilisé, formé et professionnalisé, l'étape suivante est celle des investissements. C'est ici que sont convoqués les secteurs public et privé, le premier pour la création d'un environnement juridique et économique favorable à l'initiative privée, et le second pour la mobilisation des ressources nécessaires au développement de la filière par la création d'emplois. La tâche est ardue mais loin d'être impossible ! Pour parvenir à faire de la filière bétail-viande une véritable mine de l'emploi, il faut la nécessaire implication des acteurs que sont les institutions publiques et privées, les organisations professionnelles et les travailleurs du secteur ■

BURKINA FASO

Le Premier ministre visite l'abattoir frigorifique de Kaya



Source:

DCRP/Primature du Faso

En séjour dans la région du Centre-nord, le Premier ministre Burkinabé, Christophe Joseph Marie Dabiré, a visité l'abattoir frigorifique moderne de Kaya, vendredi 11 septembre 2020.

Une infrastructure moderne dotée de toutes les commodités, pour contribuer à la transformation structurelle de l'économie burkinabè.

L'abattoir frigorifique moderne de Kaya qui a reçu la visite du chef du Gouvernement, aura une capacité de transformation journalière de 100 petits ruminants, 20 bovins et 50 porcs. A la fin de la visite, le Premier ministre Christophe Joseph Marie Dabiré, a traduit toute sa satisfaction quant à la réalisation effective de

Le Premier ministre Burkinabé, Christophe Joseph Marie Dabiré, a visité l'abattoir frigorifique moderne de Kaya. (Ph. DR)

cette infrastructure qui contribue à la modernisation de la filière bétail-viande au Burkina Faso. A l'en croire, les abattoirs constituent une partie des industries qui devaient accroître la richesse et la valorisation des ressources animales de notre pays. Selon le chef du Gouvernement, avec la réalisation de ces joyaux dans certaines localités du Burkina Faso, le pays n'est plus obligé d'exporter le bétail sur pied en direction des autres pays de la sous-région pour valoriser et ensuite, importer la viande, juste pour la consommation. « *L'abattoir frigorifique de Kaya constitue une des premières réalisations. C'est un abattoir moderne, qui va être rétrocédé à un exploitant professionnel, de manière à ce que nous ne connaissions pas les avatars des abattoirs traditionnels que nous avons connus et qui ont contribué à*

faire en sorte que le processus que nous avons engagé avec Ouaga et Bobo ne s'arrête plus », foi du Premier ministre Dabiré. Il a poursuivi en déclarant qu'à Kaya, cette infrastructure importante pour la valorisation du bétail et de la viande au niveau de la région, productrice de ressources animales, va révolutionner la manière traditionnelle de faire dans ce secteur jugé porteur. Il a annoncé que Kaya constitue une première réalisation des cinq abattoirs, à savoir Ouahigouya, déjà en construction, sans oublier la disponibilité des ressources financières pour la construction de l'abattoir moderne de Pouytenga.

Le même joyau sera construit dans la capitale économique du pays, à Bobo-Dioulasso, ainsi qu'à Banfora et Fada N'Gourma.

Suite à la page 3



Suite de la page 2

Pour Christophe Joseph Marie Dabiré, c'est tout un processus qui cadre avec la volonté du chef de l'Etat, de faire en sorte que l'élevage puisse être une des filières les plus importantes pour le processus de développement économique et social amorcé dans notre pays. Soulignant que de nombreuses personnes vivent de l'élevage dans notre pays, le chef du gouvernement a rappelé l'importance de la valorisation et du renforcement de la chaîne de valeur du domaine, afin de permettre à tous ceux qui vivent des produits de ce secteur, de vivre dignement des efforts de leur labeur. En outre, il a encouragé les acteurs du domaine, notamment les éleveurs, qui sont en amont et les bouchers en aval, pour qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour valoriser le joyau et surtout bien l'entretenir. « *Que l'incivisme que nous connaissons un peu partout dans notre pays ne soit pas à la base de la dégradation des infrastructures modernes qui sont automatisées et qui devraient permettre à notre population d'avoir de la vi-*



L'abattoir frigorifique moderne de Kaya, une infrastructure moderne dotée de toutes les commodités, pour contribuer à la transformation structurelle de l'économie burkinabè. (Ph. DR)

ande saine et contribué ainsi à une nutrition saine au niveau de l'ensemble du Burkina Faso », a-t-il plaidé.

Revenant sur sa visite au 32e Dima de Boussouma, il a confié que Dima père dont il déplore la disparition, a

été un grand ami à lui, qui l'a pris en amitié réelle, lorsqu'ils étaient à l'Assemblée nationale. « *Son fils a pris le trône, j'ai tenu à m'arrêter pour l'encourager et le féliciter pour la conservation des traditions de notre pays. Parce que les chefs*

coutumiers, les traditionnels, constituent des acteurs importants de la construction d'un pays tel que le nôtre », a-t-il expliqué. Le Premier ministre est convaincu que les gardiens de nos traditions contribuent efficacement à la pacification, à la

cohésion sociale et au vivre-ensemble de notre patrie. C'est pourquoi, il a sollicité la continuation des chantiers du Dima père par son successeur, le Naaba Sigri, 32e Dima de Boussouma ■

CÔTE D'IVOIRE / BÉTAIL-VIANDE

Le ministère des Ressources animales et halieutiques procède au lancement du système d'informations des marchés

Source: autre presse

Le ministère des Ressources animales et halieutiques a procédé le lundi 23 novembre 2020, à Jacqueville, à la double cérémonie de lancement du système d'information des marchés bétail-viande de Côte d'Ivoire (Simbv-ci) et de l'ouverture de l'atelier de formation des agents collecteurs dédiés à ce système.



Photo de famille après le lancement du système d'information des marchés bétail-viande de Côte d'Ivoire (Ph. DR)

Cette double cérémonie s'est déroulée en présence de Alyou Zoumana Méité, directeur de cabinet du ministre Moussa Dosso, parrain de l'événement. « *Les systèmes d'information des marchés sont essentiels et incontournables pour une répartition plus juste et efficace des ressources disponibles* », a déclaré le représentant du ministre, soulignant que l'Etat de Côte d'Ivoire a accepté de financer ce projet Simbv-ci sur une période trois ans. Pour lui, la mise en œuvre de ce projet aidera au renforcement des dispositifs d'aide à la sécurité alimentaire, à lutter contre la vie chère en créant une base de

données dynamiques et consensuelles relatives à la disponibilité d'informations fiables sur les marchés aussi bien en Côte d'Ivoire que dans la sous-région. Aussi a-t-il invité les directeurs régionaux, départementaux et les chefs de poste à s'impliquer davantage pour la réussite de ce projet qui est d'une importance capitale pour le ministère. Abondant dans le même sens, la Directrice des productions d'élevage (Dpe), Dr Danielle Gnandji, a

indiqué que ce projet est une opportunité à saisir par tous les acteurs de la chaîne de valeur de la filière bétail-viande. Le Coordinateur du projet Simbv-ci, Fagnoro Coulibaly, a pour sa part remercié le ministre des Ressources animales et halieutiques, Moussa Dosso, pour les efforts consentis en vue de la mise en œuvre du projet. Pour lui, ce projet vise à mettre à la disposition des acteurs de la chaîne des valeurs de la filière bétail-viande-lait et des dé-

codeurs, des informations consensuelles et fiables relatives aux denrées animales de grande consommation en appui aux initiatives existantes. Par ailleurs, il s'est félicité de la tenue de l'atelier de formation des collecteurs sur la collecte et la transmission des données dans le projet Simbv-ci. « *Cette formation permettra de renforcer les capacités opérationnelles et techniques des parties prenantes à utiliser les outils innovants et*

modernes de collecte et de traitement de données, et à s'en approprier dans son activité quotidienne », dit-il, invitant les parties prenantes à s'approprier la formation. Cherif Lancina Aïdara, représentant le maire de Jacqueville, Joachim Beugré, a remercié le ministère des Ressources animales et halieutiques pour le choix de sa ville et assure le ministre Moussa Dosso de l'application effective des conclusions de l'atelier ■

INTERVIEW

Adja Ndoumbe Sene (Agroéconomiste, Apess Sénégal):

«Voici la place de la femme dans la filière élevage»

Source: Apess

Adja Ndoumbe Sene est agroéconomiste, responsable du Bureau technique pays de l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane (Apess). Cette organisation sous-régionale d'éleveurs implantée dans 13 pays d'Afrique promeut un élevage familial de vie pour une société de bien-être. En partenariat avec le Gret (professionnels du développement solidaire), l'Apess soutient les revenus des éleveurs dans le département de Dagana, au Sénégal, en collaborant avec la Laiterie du berger (LDB). Aujourd'hui, l'Apess et le Gret entendent diversifier les débouchés des éleveurs tout en mettant l'accent sur la place des femmes dans la filière.

En quoi la Laiterie du berger (LDB) soutient-elle les éleveurs locaux ?

Adja Sene : La collaboration avec la Laiterie du berger (LDB) a créé des relations de confiance avec les consommateurs. Il est vrai qu'en vendant de manière informelle le lait local à 800FCFA le litre, l'éleveur peut en retirer immédiatement 400 à 500FCFA. Or les laiteries leur achètent le lait à 325FCFA maximum. Au premier abord, c'est un manque à gagner énorme pour les éleveuses et les éleveurs. Mais rester dans le secteur informel s'accompagne de problèmes de sécurisation des débouchés et de fluctuation de la demande. Par ailleurs, les qualités d'hygiène laissent souvent à désirer. Les femmes transportent dans des petits seaux le lait qui n'est pas conditionné. Les gens n'ont pas confiance quand le lien éleveur-consommateur se distend. Travailler avec la Laiterie du berger était donc une nécessité pour développer la filière lait local.

Nous avons également choisi de collaborer avec la Laiterie du berger au sein de la plateforme d'innovation lait (Pil) pour assurer les revenus des éleveurs et les aider à développer des initiatives avec les autres acteurs de la filière. Au moment du diagnostic, aucune mini-laiterie n'avait une assise et un pouvoir d'achat comparables à la LDB. Ces structures, peu nombreuses et peu performantes, étaient liées à des coopératives qui collectaient d'abord auprès de leurs membres. La plupart avaient déjà atteint leurs capacités et couvraient tout

juste la consommation locale rurale. Dans ce contexte, la LDB était la seule laiterie capable de soutenir un grand nombre d'éleveurs et de leur assurer un revenu fixe à la fin du mois. A l'inverse, sur le marché informel, l'éleveur peut gagner 500FCFA certains jours et à 150FCFA le jour suivant.

Les éleveurs ont-ils leur place dans les négociations avec la Laiterie du berger ?

Adja Sene: La LDB fixe de manière unilatérale le prix d'achat du lait et ne négocie pas avec les éleveurs. La formalisation d'accords serait nécessaire pour que ces derniers puissent sécuriser l'écoulement de leur production. Sur ce point, il reste beaucoup à faire. La laiterie a des soucis de rentabilité et ne va pas encore dans ce sens-là.

Pourquoi soutenir les activités de transformation parallèles à la LDB ?

Adja Sene : Toutes les exploitations familiales ne sont pas collectées par la LDB. Le surplus n'est pas rentable pour l'entreprise. Pour qu'elles ne soient pas obligées de « verser le lait » (le jeter), nous formons les femmes à valoriser ce surplus en savon, en beurre et fromage, qu'elles vendent ensuite sur les marchés de Richard-Toll, Dagana et Saint-Louis. Pour diversifier les débouchés, nous sommes aussi en train, en partenariat avec Enda Énergie, de nous tourner vers les mini-laiteries afin de les équiper en énergie solaire pour la collecte et la conservation du lait au Sénégal. Nous verrons leur potentiel et essaierons d'y intégrer les éleveurs qui ne sont pas ou plus collectés par la LDB.

Comment le marché est-il évalué pour que les unités de transformation n'entrent pas en concurrence ?

Adja Sene: Que ce soit dans le département de Dagana ou dans d'autres régions où l'Apess intervient, nous n'avons pas rencontré cette difficulté. Les Pil permettent d'harmoniser la situation en créant des opportunités de concertation entre acteurs de la filière. À Banfora au Burkina Faso, les mini-laiteries deviennent en saison sèche des centres de collecte au service de l'industrie locale. En saison des pluies, quand la production de lait est plus abondante et que l'industrie ne peut collecter l'ensemble de cette production, les mini-laiteries redeviennent des unités de transformation. Cette organisation a été possible grâce à la Pil qui est parvenue à faire dialoguer des acteurs de la filière qui n'avaient



Adja Ndoumbe Sene est agroéconomiste, responsable du Bureau technique pays de l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane (Apess). (Ph. DR)

pas pour habitude de se concerter. La Laiterie du berger était la seule laiterie capable de soutenir un grand nombre d'éleveurs. Cela veut dire qu'ils sont certains d'avoir à la fin du mois un revenu fixe.

Qu'est-ce que l'expérience vous a appris pour l'accompagnement des mini-laiteries ?

Adja Sene: En 2014, l'objectif était de sécuriser la production, de manière à approvisionner régulièrement la LDB. De manière aussi à assurer des revenus réguliers aux éleveurs laitiers. Nous avons donc travaillé sur la structuration de la filière : l'identification des axes de collecte, la formation des collecteurs... Ce travail a permis à la LDB de développer ses activités. Suite à une première évaluation auprès des acteurs de la filière, nous avons jugé nécessaire d'appuyer les mini-laiteries pour diversifier les débouchés des éleveurs, notamment dans un contexte où la Laiterie du berger avait des difficultés à maintenir ses axes de collecte. Les mini-laiteries pouvaient prendre le relais sur ces axes-là. Et comme elles sont souvent gérées par les femmes, cela entrainait en accord avec notre ambition de développer une approche genre.

Les transformateurs, que ce soit les mini-laiteries ou la Laiterie du berger, parviennent-ils à proposer des prix accessibles au plus grand nombre ?

Adja Sene : Même si en zone rurale il est encore autoconsommé, le lait

local est globalement devenu un bien de luxe. La LDB vend en grande surface, dans des hôtels, à un public que nous appelons « VIP ». Le lait pasteurisé local, vendu 1 000FCFA le litre, se trouve difficilement chez le boutiquier où se rendent les populations vulnérables des villes. Seuls les yaourts et les sachets aromatisés, plus accessibles, peuvent parfois être achetés chez les boutiquiers. L'unité de transformation laitière de Ndombo pratique de son côté des prix plus accessibles comme le lait caillé sucré non aromatisé en sachet de 250ml vendu à 150FCFA. En revanche son offre de produits est plus restreinte que celle de la Laiterie du berger. Pour répondre aux besoins des populations vulnérables, nous devons vraiment maintenir une production quelle que soit la saison. Cela permettrait également aux éleveuses et aux éleveurs d'anticiper sur leur production et leurs revenus.

Quelles sont les principales difficultés rencontrées par les éleveuses et les éleveurs ?

Adja Sene: Aujourd'hui, avec l'avènement des « élevages pilotes », certains membres de l'Apess s'en sortent. L'appui-conseil reçu par ces élevages dits « pilotes » a permis de

lisser la production tout au long de l'année tout en sécurisant les revenus des éleveurs. D'autres familles, en revanche, ne sont pas collectées, n'ont pas accès à l'aliment bétail. Cela nous interpelle. Dans nos diagnostics, nous avons repéré trois types d'exploitations familiales. Pour celles déficitaires, les revenus de l'élevage ne couvrent que trois mois des dépenses dans l'année. En somme, elles produisent à perte et finissent par abandonner l'élevage. Les personnes se tournent vers des emplois saisonniers, auprès de la Compagnie sucrière en particulier. Au niveau de Dagana, cette situation persiste. Au lieu d'évoluer, ces petites exploitations sont en train de régresser. Cela nous inquiète, en tant qu'association d'éleveurs. La disparition de l'élevage familial serait un désastre, surtout que le secteur de l'élevage représente 12 % du PIB au Sénégal. Le problème aujourd'hui, c'est l'accès à l'aliment bétail et, à cause du changement climatique, à l'eau. Le besoin en appui-conseil est crucial pour la production. Mais ces appuis de proximité demandent un dispositif très important et beaucoup de moyens. Nous sommes donc en train de travailler dans ce sens.

Suite page 5

Lucarne

Par S.O.

Une augmentation de la viande de 30 à 40% à craindre

La période de fin d'année, avec son corollaire de célébrations liées aux fêtes de Noël et du Nouvel an, est un moment de grande consommation. Les ménages, d'une manière générale, double voire triple leur budget pour s'adapter aux exigences du marché. En Côte d'Ivoire, le marché de la viande est aussi perturbé à l'occasion des fêtes de fin d'année. Et il est presque certain qu'une augmentation du kilogramme de viande intervienne. Selon Kouassi N'DRI, président de la Société coopérative des bouchers de Cocody, en cette période festive, il faut craindre une augmentation de l'ordre de 30 à 40% de la viande. « L'augmentation est inévitable. Cette année, nous tablons sur la marge de 30 à 40%. Ce sont nos estimations mais les discours officiels viendront sans doute dire le contraire », prévient M. Kouassi. Cette situation, déplore-t-il, est préjudiciable au boucher-chevillard car l'augmentation intervient sur le prix en gros ; ce qui amène le détaillant à vendre pratiquement à perte. « Nous sommes souvent obligés de vendre notre marchandise au prix d'achat car avec l'augmentation, le prix de gros est pratiquement le même que le prix du détail. Quand on prend la viande à l'abattoir à 2 400 FCFA, il nous est impossible de vendre plus cher car nous ne disposons d'aucun mécanisme pour le faire. C'est le boucher-chevillard qui sort perdant », analyse-t-il ■

Suite de la page 4

D'où est partie votre réflexion sur la place des femmes dans la filière?

Adja Sene: Nous sommes partis du constat que le lait local est une « affaire de femmes ». Les femmes s'occupent de l'alimentation du bétail, de la traite et de la vente du lait, surtout dans le Jeeri. Or, dans la plupart des activités que nous développons, nous ne voyons que des hommes. Culturellement, les femmes peuhls ne sont pas autorisées à se déplacer et s'exprimer dans des sphères où les hommes sont présents. En 2014, nos réflexions sont parties de cette contradiction. Nous voulons que les femmes puissent mieux s'exprimer, leur donner un espace pour s'épanouir et s'exprimer elles-mêmes sur leurs besoins spécifiques.

En 2017, plusieurs diagnostics ont été réalisés auprès des communautés, des partenaires et de l'équipe-projet. Nous voulions savoir comment les acteurs percevaient les questions de genre, la répartition des tâches, etc. Nous avons également constaté l'éviction progressive des femmes de l'activité laitière. Traditionnellement, le lait était une activité spécifique pour les femmes. Aujourd'hui, avec la présence de la LDB, le lait est devenu une activité génératrice de revenus où les hommes sont majoritaires. Le dilemme repose surtout sur le partage de revenus entre femmes et hommes. Pour y répondre, certaines femmes sont devenues cheffes de leurs propres bidons. Certaines ont donc leur propre revenu. Au sein de l'Espace des femmes de l'Apess, elles apprennent à gérer elles-mêmes leur troupeau. Elles se forment à la traite, la transformation, l'hygiène. Il y a également une véritable demande de leur part sur des questions spécifiques comme le leadership, le plaidoyer. L'Apess réalise ces missions seule ou avec des partenaires comme le Gret. La disparition de l'élevage familial serait un désastre, surtout que le secteur de l'élevage représente 12% du PIB au Sénégal spécifiques comme le leadership, le plaidoyer.

Quelles actions mettez-vous en place pour que les femmes aient accès au crédit ?

Adja Sene : Les femmes ont peu accès au financement bancaire. Et le système de garantie au niveau rural est peu développé. Pour pallier ces insuffisances, nous développons des Associations villageoises d'épargne et de crédits (Avec), spécifiques pour les femmes. C'est un système d'actionnariat qui encourage l'épargne. 30 femmes se regroupent pour acheter 1 à 5 parts par semaine. Ce fonds sert à attribuer de petits crédits aux femmes. Elles s'en servent pour commencer des activités qui leur procurent des revenus : aviculture, embouche, maraîchage... À la fin de chaque année, elles partagent en fonction des parts versées. Les femmes ont ainsi des revenus pour développer des activités



“Au niveau de l'Apess, la représentation des femmes est en hausse. La création de l'Espace des femmes en 2016 suit la volonté de soutenir leur présence dans les instances de décision.” (Ph. DR)

qui leur sont propres, souvent en lien avec l'exploitation familiale et pour lesquelles elles sont leaders.

Et en ce qui concerne la présence féminine dans les instances de décision ?

Adja Sene: Au niveau de l'Apess, la représentation des femmes est en hausse. La création de l'Espace des femmes en 2016 suit la volonté de soutenir leur présence dans les instances de décision. Les femmes membres y développent leur plaidoyer. Le Gret nous a appuyées sur cette initiative. Nous avons aujourd'hui un plan d'action où nous déclinons toutes les activités que les femmes veulent développer. Cela va des activités procurant du revenu au plaidoyer. Enfin, elles se représentent elles-mêmes auprès des ministères des Femmes, du ministère de l'Emploi et du ministère de l'Action sociale.

Quelle est la réaction des hommes face à ces initiatives en faveur de l'égalité femmes-hommes ?

Adja Sene: Les hommes étaient réticents au début. Les « leaders » de l'association, porteurs de voix au niveau des exploitations familiales, les sensibilisent sur cet enjeu. Le message passe mieux par ce biais. Aujourd'hui, ils acceptent de plus en plus que leurs épouses participent aux réunions et aux activités. Au niveau des Avec, nous ne parvenons pas à rassembler 30 femmes dans un village. Aujourd'hui, les maris eux-mêmes poussent leurs femmes à participer. Ils leur demandent de faire des crédits pour

matique est en train d'être comprise par les hommes. L'Espace des femmes de l'Apess leur est spécifique mais les hommes viennent en appui. Le président du bureau des régions invite systématiquement les femmes à participer. Auparavant, les hommes ne prenaient pas en considération les besoins spécifiques des femmes, et, chez les Peuhls, ces dernières ne parlent pas en public. Mais les choses changent, grâce à nos actions de plaidoyer auprès des membres et des formations dans les Avec où nous identifions des leaders féminines. L'idée est de mettre en avant les femmes car leurs activités produisent d'énormes résultats. Mais il reste encore à faire ! Parmi les actions que nous menons, que ce soit à Dagana ou dans les autres régions d'intervention de l'Apess, les formations en leadership, en gestion administrative et financière, sont essentielles pour une montée en compétences. Elles ont également besoin de financements, plus importants que ceux permis par les Avec, pour lancer leurs activités. Enfin, nous insistons sur la sensibilisation des hommes. S'ils ne sont pas conscients des inégalités, rien ne changera.

Quelle est la situation des jeunes dans la filière lait ?

Adja Sene : Les jeunes ont tendance à partir en ville et à abandonner les activités agropastorales. L'Apess travaille donc beaucoup sur leur employabilité, sur la formation professionnelle, etc. De fait, la moyenne d'âge dans les exploitations familiales est autour de 60 ou 70 ans. L'enjeu est donc de faire rester les jeunes sur les exploitations familiales. L'Apess a construit un programme mobilisateur pour les jeunes et est en quête de financement. Nous avons réalisé des enquêtes auprès des membres des exploitations familiales, les jeunes comme les plus vieux. S'en est

suivie une assemblée générale où les jeunes ont pu s'exprimer. Concrètement, ce programme mobilisateur vient en aide aux jeunes qui veulent revenir ou reprendre l'exploitation familiale. Dans le même temps, nous soutenons la modernisation des exploitations familiales.

Portez-vous d'autres actions exemplaires pour le développement de la filière lait ?

Adja Sene: L'Apess suit les éleveurs même en dehors du cadre des projets. À Kaolack, un réseau de femmes transformatrices de lait recherche actuellement la certification FRA (l'autorisation de vendre des produits alimentaires au Sénégal). À Kolda, une laiterie gérée par des éleveurs de l'Apess a obtenu la certification FRA, et commercialise du lait en sachets.

Un mode d'organisation est-il plus propice au développement d'une filière lait local ?

Adja Sene : Il n'existe pas de mode d'organisation parfait. L'Apess bâtit ses actions à partir du contexte et des infrastructures existantes. Et, de fait, chaque région rencontre des difficultés qui lui sont propres. Dans le contexte de Dagana, la Laiterie du berger (LDB) était déjà bien implantée. Nous avons donc choisi d'arrêter la chaîne de valeur à la collecte. La transformation est prise en charge par la LDB. Mais la production est insuffisante pour répondre aux besoins de la LDB. À Kaolack et Kolda, il n'y a pas de grosses firmes. Ce sont des zones enclavées. Nous avons donc soutenu le modèle de mini-laiteries qui permettait de prendre en charge le lait de la production à la transformation. Dans cette région, la production de lait est abondante du fait des conditions géographiques favorables. Toutefois, les débouchés restent insuffisants ■



VOTRE SITE WEB, POUR LES NOUVELLES D'ICI ET D'ILLEURS
WWW.IVOIRECANALINFO.NET

FILIERE BETAIL-VIANDE

Une activité aux multiples emplois

Tout sur les métiers du secteur

Dossier réalisé par Serge YAVO

Juguler le chômage est, pour tout gouvernement, un challenge. Des stratégies sont pensées, des méthodes imaginées et des plans testés, avec pour unique et même but de créer de l'emploi. En Afrique de l'ouest où elle contribue à 44% au PIB agricole régional, la filière bétail-viande apporte une réponse au travail des jeunes. BÉTAIL D'AFRIQUE plonge au cœur de ce secteur pourvoyeur d'emplois et fait un gros plan sur les métiers qui le composent.



En Côte d'Ivoire, les acteurs de la production sont des éleveurs traditionnels et modernes au nombre desquels on compte des nationaux et des étrangers. (Ph. DR)

FCFA/tête d'ovin et caprin et l'impôt synthétique fixé à 245 000 FCFA par chevillard », apprennent les chercheurs. Une raison supplémentaire de faire connaître les métiers de ladite filière aussi bien à la jeunesse scolarisée qu'à celle sortie du système éducatif.

MÉTIER LIÉ À L'ÉLEVAGE ET À LA VIANDE

En règle générale, la filière bétail-viande offre des emplois dans des métiers regroupés dans les catégories telles que l'élevage, la mise en marché, la transformation, la commercialisation et l'industrialisation. Sur la chaîne de valeurs bétail-viande, figure d'abord la production c'est-à-dire l'activité d'élevage qui consiste à assurer le développement de l'animal tout au long de sa vie, en veillant à sa bonne santé et à son bien-être dans un environnement favorable. Elle représente le premier secteur en matière d'emploi dans la filière. La production met en action les éleveurs et les propriétaires qui entretiennent les animaux et qui décident, à un moment donné, d'en vendre pour subvenir aux besoins familiaux. En Côte d'Ivoire, les acteurs de la production sont des éleveurs traditionnels et modernes au nombre desquels on compte des nationaux et des étrangers dont l'activité s'organise autour des marchés à bétail à Abidjan et dans de grandes villes de l'intérieur comme Bouaké et Korhogo. Dans cette catégorie, on retrouve aussi les fournisseurs d'aliments et de produits vétérinaires : vétérinaires privés, structures d'encadrement, structures de recherche et laboratoires interviennent dans la production des animaux.

La mise en marché est une forme de commercialisation qui regroupe les métiers qui consistent à vendre et/ou à acheter les animaux d'élevage destinés à la reproduction, à la boucherie ou à

l'export. La mise en marché est animée par les importateurs/exportateurs de bétail vif. Ils approvisionnent les marchés terminaux ivoiriens en bétail sur pied. Plus proches des éleveurs, se trouvent les collecteurs auprès de qui des marchands ou commerçants s'approvisionnent. Autre corps de métier est celui des courtiers ou négociants qui facilitent les opérations commerciales entre acheteurs et vendeurs de bétail. Les chevillards achètent les animaux et les font abattre dans les abattoirs et aires d'abattage. Les transporteurs sont chargés de convoier, soit les animaux vivants dans les divers lieux de transaction avec l'appui des bergers /convoyeurs, soit les carcasses ou les morceaux de viande (chauffeurs de camions frigorifiques, taxis, charrettes, brouettes). La filière bétail-viande offre aussi de l'emploi dans la catégorie de la transformation qui est un domaine à part entière. Ici, l'on fait allusion à la viande qui subit un travail soigné et rigoureux de la part des professionnels qui interviennent à divers niveaux de la chaîne de production afin de transformer l'animal en carcasse et la carcasse en morceaux. Les bouchers abattants/ détaillants, les grilleurs ou braiseurs de viandes, les charcutiers, les tripiers, les restaurateurs ... figurent au nombre des professionnels de la transformation de la viande.

ALTERNATIVE POUR LES ETATS ET LA JEUNESSE

Dans les Etats ouest-africains où la population est majoritairement jeune, promouvoir la filière bétail-viande est une alternative crédible en termes de création d'emplois. En tout cas, la Confédération des fédérations de la filière bétail-viande de l'Afrique de l'ouest (COFENABVI-AO) du président Issaka Sawadogo y croit forte-

ment, elle qui s'est donné comme mission l'autonomisation de la femme et des jeunes. D'ailleurs, cette organisation multiplie les rencontres institutionnelles pour mettre en œuvre toutes les résolutions prises dans le cadre de l'interprofession dans la filière bétail-viande. « Il faut sensibiliser les couches sociales sur la chaînes de valeurs dans le domaine du bétail et de la viande. Il existe des métiers qui ne font pas l'objet de promotion pourtant ils sont porteurs. Notre rôle c'est aussi de faire connaître tous les métiers dans le cadre de l'interprofession », souligne un responsable de la COFENABVI. Pour ce cadre, la Confédération, dans le cadre de sa politique de responsabilisation de la jeunesse en lui donnant l'opportunité de prendre connaissance de la palette de métiers dont regorge la filière bétail-viande, exhorte les fédérations membres à nommer dans leur Conseil d'administration des femmes et des jeunes. « C'est une exigence du Conseil d'administration de la Confédération. Cela pour qu'eux-mêmes soient au niveau de la prise de décisions afin de défendre leur catégorie sociale. La responsabilité passe par l'emploi d'où notre implication dans l'autonomisation des jeunes et des femmes », détaille notre interlocuteur. Annulé à cause de la pandémie du COVID 19, la 2^e édition du Salon international bétail-viande de l'Afrique de l'Ouest (SIBVAO), dont le thème était « Chaîne de valeur bétail-viande : Contribution au développement des pays de l'Afrique de l'Ouest », devrait permettre aux participants de réfléchir sur les différents défis qui restent à relever au niveau de la filière et faire découvrir à ceux qui l'ignorent encore, toutes les potentialités dont regorge cette filière. Il était question « d'abord de réunir tous les acteurs, relever et réfléchir sur les difficultés que nous avons au niveau de

la filière bétail-viande et ensuite faire en sorte que le secteur soit connu en mettant l'accent sur la partie économique », explique El Hadj Alidou Alassani, président du conseil d'administration de la Fédération nationale des professionnels de la filière bétail-viande du Togo dont le pays devait abriter la manifestation.

En Côte d'Ivoire, le ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, en collaboration avec la COFENABVI-AO, prépare un plan d'action en faveur de l'autonomisation des jeunes. Ce projet dont nous avons eu vent pourrait, à terme, permettre la formation de nombreux jeunes aux métiers de la filière bétail-viande. A l'agence Emploi jeune, démentement du ministère cité plus haut, même si les agents n'ont pas voulu se pencher sur nos questions, ils ont tout de même reconnu l'existence d'un tel projet. « Sachez que toutes les pistes sont exploitées pour offrir plusieurs opportunités aux jeunes qui sont les usagers de notre agence », souligne-t-on.

Investir pour accroître l'employabilité

La filière bétail-viande, pourvoyeuse d'emplois, le serait davantage si on y investissait conséquemment, estiment des économistes. Pour eux, les Etats africains gagneraient énormément en développant les métiers de ce secteur. Ceci passe par une politique incitative en direction des opérateurs économiques qui auraient l'opportunité d'accroître leurs affaires et rendre encore plus performant ce domaine d'activité. De plus, les Etats pourraient financer les jeunes entrepreneurs dans l'optique de monter leurs business dans ce secteur d'activité et de leur permettre ainsi de créer des emplois. Pour cela, il faut investir dans la formation et dans la professionnalisation des acteurs. « Ce secteur a besoin qu'on le rende très attractif afin que les jeunes sachent que les métiers qui le composent offrent des profils de carrière », souligne un agent du ministère de l'emploi des jeunes.

A côté des actions étatiques en direction du secteur, la création d'opportunités d'investissements au profit du secteur privés reste le segment le plus prometteur en termes d'emplois. « C'est le lieu pour moi de lancer un vibrant appel à tous les investisseurs à s'intéresser à la filière bétail-viande qui est une mine de projets, pourvoyeuse d'emplois », avait déclaré le ministre des ressources animales de Côte d'Ivoire, à l'ouverture de la 1^{re} édition du SIBVAO à Abidjan.

La filière bétail-viande en Afrique de l'ouest doit sortir du carcan dans lequel il semble être fermé : elle ne se limite, en effet, pas à l'élevage et à la vente des animaux comme on a tendance à le croire. Cette filière offre une chaîne de valeurs et des métiers qui n'attendent qu'à être valorisés. Le COFENABVI-AO l'a bien compris à travers la promotion de l'interprofession. Reste à souhaiter que les gouvernements des pays de la CEDEAO soutiennent les acteurs pour que cette filière, véritable mine d'emplois, soit réellement exploitée ■

ELEVAGE

A la découverte de races de bœufs de l'Afrique subsaharienne

Source: Wikipédia

La FAO diligente des études sur les races et types bovins en Afrique subsaharienne. De telles recherches consistent à répertorier les renseignements sur les principales races de bovins, afin que les éleveurs de tous les pays puissent en faire leur profit. **BÉTAIL D'AFRIQUE** vous propose une liste de races bovines extraite d'une étude publiée, récemment, sur le moteur de recherche Wikipédia.

1- LA BAOULÉ

Cette race est élevée dans le centre et le nord de la Côte d'Ivoire, le sud du Mali et le sud-ouest du Burkina Faso. Elle appartient à la branche africaine des vaches sans bosse et à courtes cornes de bos taurus. Longtemps, on a pensé que ce rameau était venue de Mésopotamie il y a plus de 2000 ans, mais de récentes recherches archéologiques et génétiques, ont montré qu'il a été domestiqué il y a plus de 6000 ans en Afrique. La robe est bariolée, souvent pie noire. Les cornes sont courtes et fines.

Elle est élevée pour son lait, sa viande (consommée essentiellement lors de fêtes) ou sa force de travail. C'est une race bovine de la savane à climat tropical sec. Moins bien adaptée à la sécheresse que les zébus, elle borde la frange sud du Sahel, entre zone aride et forêt équatoriale. La race bovine Baoulé remplit plusieurs fonctions socioéconomiques et socioculturelles, lors des cérémonies matrimoniales et coutumières, ainsi que l'accumulation du capital pendant les périodes défavorables. Malheureusement, face à l'évolution du marché, cette race bovine souffre à tort de préjugés au sujet de sa faible productivité et donc sa rentabilité. Ceci pousse des éleveurs à effectuer des croisements avec des zébus (...) Alors que les mauvaises performances du bovin Baoulé par rapport aux Zébus et du métis Méré pourraient trouver leur explication dans les modes de conduite des troupeaux encore traditionnelles. Au regard donc des potentialités certaines, de la grande utilité autre qu'économique et de la menace d'absorption de cette race taurine Baoulé, la définition d'importants axes de recherche et de développement pour la valorisation de cette ressource génétique locale s'impose.

2- L'AZAWAK

L'Azawak est une race bovine commune au Mali et au Niger. Son nom provient de l'Azawagh, région éponyme du nord Mali. Elle est issue de zébus introduits en Afrique de l'est vers 1800 av. J.-C. Cette race a progressivement con-



Une vue des différents boeufs de l'Afrique subsaharienne (Photos. DR)

quis l'Afrique subsaharienne à la faveur de l'assèchement du climat. Leur meilleure adaptation à ce climat, que les bovins européens, les a favorisés. Cette race provient aussi du Niger, de la région du même nom : Azawak où c'est une race traditionnellement élevée par les Touaregs et représentait 2,6 millions de têtes en 1953. Elle porte une robe souvent pie rouge ou pie noire, mais aussi fauve mouchetée de blanc. C'est une race de taille moyenne, 110-130 cm pour 300 kg chez la vache.

C'est une race mixte. Elle donne 500-600 litres par lactation sur 250-270 jours en système extensif traditionnel. En station avec une nourriture plus abondante, la production atteint 800-1100 litres sur 270-300 jours. Les carcasses ont un bon rendement (supérieur à 50 %). C'est une race très bien adaptée au milieu semi-aride du Sahel.

3- LA MASAÏ

La masaï est une race bovine kényane et tanzanienne. Cette race est élevée par le peuple Masaï depuis des siècles. Elle appartient aux zébus amenés par les Arabes dans la corne de l'Afrique. Cette race a bénéficié de plus d'un millénaire d'acclimatation, lui permettant une remarquable capacité à supporter la rudesse de son climat tropical sec. Les troupeaux sont le reflet de la richesse et de la respectabilité des familles. La vache a un caractère presque sacré chez un peuple qui en vit exclusivement. En effet, ses membres ne consomment que rarement fruits et légumes. Autrefois, les guerriers de la tribu des Massaï prouvaient leur bravoure en allant dérober du bétail aux peuples sédentaires. Elle porte une robe bariolée. Toutes les couleurs existent, mais les éleveurs sélectionnent souvent les animaux à belle robe. Les vaches mesurent 125 cm pour 360 kg en moyenne. Les mâles mesurent 140 cm pour 400 kg. C'est une race de grande taille. Cet aspect est dû à la

taille des troupeaux. Les vaches sont traitées à tour de rôle, ainsi les veaux ont beaucoup de lait.

Cette race est utilisée pour la fourniture de lait et de sang. Le sang est tiré de l'artère carotide, mélangé à du lait dans un récipient nettoyé à l'urine pour être désinfecté. La taille des troupeaux permet une rotation tous les mois pour ne pas épuiser les bêtes. La viande est consommée en particulier pour des fêtes. Cette race est rustique. Elle supporte les périodes de sécheresse et peut ensuite récupérer rapidement de sa perte de poids. Ce sont des animaux endurants, aptes à de longues marches pour rechercher la nourriture et un point d'eau.

4- La Ndama ou N'dama est une race bovine d'Afrique occidentale et centrale. Elle est trypano-tolérante et résistante à la piroplasmose transmise par les tiques, ce qui fait d'elle la seule race pouvant être élevée sans trop de problèmes en Afrique équatoriale. Un des principaux attributs du bétail d'Afrique occidentale et centrale est sa trypanotolérance. Dans cette région, il y a deux grands groupes de bovins trypanotolérants, les animaux à longues cornes, représentés par les N'Dama, et les animaux à courtes cornes, qui regroupent une dizaine de races ou souches. La Ndama est une race sans bosse et à longues cornes.

Le berceau de la race se situe au Fouta-Djallon (en Guinée) d'où elle s'est étendue dans toute la zone de l'Afrique Occidentale et Centrale.

La Ndama est compacte, courte sur pattes avec une ossature fine. L'encolure est épaisse et profonde. L'arrière est large et bien musclé. Le dos est horizontal du garrot à l'implantation de la queue. La tête est courte et large, de profil droit et museau large. Les cornes font environ 60 cm et sont en forme de lyre vers le haut. La race est de taille moyenne, soit 100 cm au garrot pour les vaches et 120 cm pour les taureaux. Elle est aussi bien adaptée aux conditions

d'alternance humidité-sécheresse du climat tropical. Les Ndama sont connus pour leurs excellentes aptitudes bouchères, offrant une viande savoureuse sans excès de graisse et un rendement de carcasse supérieur à 50 %.

5- LA WHITE FULANI

C'est est une race bovine de l'Afrique de l'ouest qui s'appelle aussi Foulbé blanc, Peul blanc, Bororo blanc, Akou, etc. Cette race appartient au rameau du zébu ouest-africain. Elle est élevée par les Peuls dans la zone centrale du Sahel, une zone de savane aride, principalement au nord du Nigeria, au nord-est du Cameroun et au sud du Niger. Depuis quelques années leurs pasteurs ont conduit quelques troupeaux au Tchad et au Soudan. Au Nigeria, cette race représente plus de 50 % du cheptel bovin et 95 % est élevée par les Peuls. Ces zébus qui peuvent atteindre 350-660 kg font partie intégrante du mode de vie pastoral des peuplades qui pratiquent la transhumance. Ces animaux sont d'excellents marcheurs. Ce sont des animaux à usage multiple : les vaches donnent 600 à 1000 litres de lait sur environ 220 jours. Ce lait est très riche avec un taux de matière grasse de 4,1 à 7,5 %. La capacité de tracter des chariots est aussi utilisée et leur viande est consommée. Les vaches sont peu précoces avec un premier vêlage autour de 4 ans, mais elles mettent bas seules sans problème particulier et s'occupent bien

de leur veau. Elles sont en moyenne, un veau tous les 400 jours. Ce groupe de zébus est de plus en plus métissé avec d'autres zébus ou d'autres bovins afin d'améliorer ses qualités laitières et bouchères.

6- LA KOURI

La kouri est une race bovine africaine. Elle peut aussi porter le nom de kuri, baharié, boudouma, buduma, b udduma, budumu, chad, dongolé. Elle est originaire des régions limitrophes du lac Tchad. On la trouve donc au Cameroun, au Nigeria et au Tchad. Son nom de kouri lui a été donné par la tribu boudouma qui pratique l'élevage du côté tchadien.

Le premier élément de reconnaissance est la taille et l'implantation de ses cornes. Elles sont fixées sur une proéminence du crâne et leur diamètre dépasse 15 cm. La longueur est variable, mais peut atteindre 1 m. Elle porte une robe claire ou blanche. Les muqueuses sont brun chocolat. La vache pèse 550 à 700 kg et le taureau 820 à 1 100 kg.

Ces bêtes puissantes, aux cornes volumineuses, sont en voie de disparition. Les troupeaux de bœufs kouris traversent régulièrement les eaux du lac Tchad : ces traversées épuisantes causent souvent la noyade d'animaux éreintés. Des troupeaux de zébus venus du Nord commencent à supplanter les kouris décimés par des épizooties ■

Bon à Savoir

Par Sorraya OKAKO

Classification des consommateurs de lait en Côte d'Ivoire

Pour assurer l'approvisionnement du marché intérieur, le secteur laitier ivoirien reste fortement dépendant des marchés extérieurs. L'étude diligentée par la FAO et la CEDEAO intitulée « Revue des filières bétail-viande et lait et des politiques qui les influencent en Côte d'Ivoire » donne une classification des consommateurs de lait établie suivant des critères basés sur le niveau de vie. On distingue ainsi quatre groupes de consommateurs, classés selon l'importance décroissante de leurs revenus et leur niveau de consommation en produits laitiers. La 1^{re} catégorie est celle des Européens et assimilés qui sont les plus gros consommateurs avec des achats réguliers. Arrivent ensuite les cadres africains aisés et les Libanais disposant de revenus relativement élevés. Leur modèle de consommation se rapproche de celui des Européens. La 3^e classe est celle des employés qui constituent de plus en plus une catégorie en forte croissance numérique qui rassemble les travailleurs bénéficiant d'un salaire moyen régulier, dans l'industrie, le commerce ou la fonction publique et vivant dans les milieux urbains. Enfin, on trouve les ruraux qui achètent très peu de laits concentrés et de lait en poudre. Seuls ceux du nord consomment les produits laitiers obtenus de leurs propres cheptels. L'étude ajoute que des facteurs tels que le degré d'instruction, la saison, la religion et l'origine ethnique, la période du mois notamment la forte demande pendant la 1^{re} quinzaine du mois influencent la consommation des Ivoiriens en lait. « Le lait, d'une manière générale, ne fait pas partie des habitudes alimentaires des Ivoiriens, surtout dans les milieux ruraux, alors qu'on observe une augmentation de la consommation dans les milieux urbains. Le niveau des revenus ne permet pas d'acheter du lait en quantités suffisantes », conclut l'étude ■



VOTRE SITE WEB, POUR LES NOUVELLES D'ICI ET D'ILLEURS
WWW.IVOIRECANALINFO.NET

Bétail Plus

Source: cuisineaz.com

Comment ramollir la viande

Rien de plus rageant que d'acheter du porc, du bœuf ou n'importe quelle viande de qualité et de se rendre compte à la dégustation que la viande est dure ! Parce qu'en plus d'être difficile à mâcher, une viande trop dure, c'est une viande qui ne va pas délivrer toutes ses saveurs en bouche... Heureusement, il existe une astuce à la fois simple et 100% efficace pour attendrir la viande et la rendre moelleuse à souhait, et qui nécessite un produit que toutes les cuisinières ont dans les placards de leur cuisine (ou dans les placards de leur salle de bain) : le bicarbonate de soude ! Voici les étapes à suivre pour attendrir de la viande à l'aide de ce procédé au bicarbonate de soude. Pour rendre une viande plus tendre et plus moelleuse en moins de 30 minutes chrono, voici les étapes à suivre : placer la viande crue sur une planche à découper ; saupoudrer le bicarbonate sur le (ou les) morceau de viande et vérifier que la viande est bien enrobée de poudre ; mettre la viande un peu moins de 30 minutes au réfrigérateur pour la laisser reposer ; une fois le temps de repos terminé, bien rincer la viande pour éliminer le bicarbonate de soude, et essuyer avec un torchon pour qu'elle ne reste pas humide ; cuire la viande normalement... Si ces étapes sont scrupuleusement respectées, c'est garanti, la viande sera on ne peut plus tendre, moelleuse à cœur, et bien savoureuse. La dégustation s'en trouvera plus agréable ■



CORONAVIRUS (COVID-19)

Mesures de prévention



Se laver fréquemment les mains avec de l'eau et du savon ou utiliser un gel hydro-alcoolique.



Se couvrir la bouche et le nez avec un mouchoir pour tousser ou éternuer.



Eviter tout contact étroit avec une personne souffrant de fièvre, rhume et toux.



Bien cuire la viande et les oeufs.



POUR TOUTE INFORMATION APPELER LE

143 ou 101

ENVOYER PAR SMS CORONAVIRUS AU 1366



BÉTAIL
d'Afrique

SIÈGE SOCIAL

Abidjan Cocody Riviera Caddies,
La Travée Commerciale

SOCIÉTÉ EDITRICE

MOAHE COMMUNICATION
Tel.: 22 43 48 51 / 52 83 72 72
Email: moahcommunication@gmail.com

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Charles Lambert TRA BI
01 04 50 00 - 07 87 98 43

DIRECTEUR DE PUBLICATION & RED-CHEF

BOSSIEHI Sylvain Jules
09 50 02 77 - 40 73 79 42

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Serge YAVO
47 94 03 82 - 51 31 65 93

INFOGRAPHE: Consty HENNEKA
hennekac@gmail.com

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

No 21/D du 28 octobre 2019

TIRAGE: 5000 exemplaires
IMPRESSION: ACTION+ABIDJAN